

**Éléments de langage pour l'intervention de M. Xavier BETTEL,  
Premier Ministre, Ministre d'Etat du Grand-Duché de Luxembourg**

**Interactive Dialogue 4**

**« Protecting our Planet and Combatting Climate Change »**

**Nations Unies, New York, le 27 septembre 2015**

---

[M./Mme le/la Président(e)],  
Excellences,  
Chers collègues,

En cet instant même, nous vivons tous une des crises les plus graves, chaque jour **des milliers de personnes sont en train de quitter leur pays pour venir en Europe**, des réfugiés qui ont **besoin de notre solidarité**. C'est un défi énorme.

**Nous ne résoudrons pas la crise de la pauvreté et celle des migrations sans résoudre les crises dans le domaine climatique et environnemental**. Nous n'allons pas surmonter les crises majeures – les migrations, les guerres et la faim – sans **restituer la dignité des hommes et des femmes dans le respect de la terre** qui nous nourrit.

Il faut saisir les opportunités et accélérer la transition vers une économie durable, plus compétitive, sobre en carbone et résiliente face au changement climatique. Cette transition de nos sociétés et de nos économies se fera également dans le contexte de l'intégration des politiques notamment moyennant le **noyau (nexus) eau-énergie-sécurité alimentaire** et de **l'économie circulaire** visant une utilisation rationnelle, efficace intégrée et durable des ressources naturelles et la **transition énergétique** moyennant le recours aux **énergies renouvelables** et l'augmentation considérable de **l'efficacité énergétique**.

**La semaine passée, l'Union européenne a adopté son mandat de négociation** lors du Conseil Environnement du 18 septembre sous Présidence luxembourgeoise en vue de la conférence sur le climat à Paris. L'Union européenne s'engage pour un **objectif à long terme** qui vise que le **pic global des émissions** [de gaz à effet de serre] soit atteint **pour 2020 au plus tard**, une **réduction de 50% d'ici 2050** [par rapport à 1990] et l'atteinte d'un **niveau proche de zéro ou inférieur en 2100** permettant de **plafonner l'augmentation de la température à tout au plus 2 degrés**. Ceci se réalisera par la transition de nos sociétés et de nos économies vers une neutralité climat durable pour la deuxième moitié du 21<sup>e</sup> siècle.

Dans ce contexte, je me permets de rappeler que l'Union européenne a déjà arrêté son INDC, c'est-à-dire sa contribution, en octobre 2014 qui vise la **réduction de nos émissions** de gaz à effet de serre **d'au moins 40% à l'horizon 2030** et j'encourage les Parties à soumettre leurs INDCs en amont de Paris.

Pour être à la hauteur de ce défi, il faudra un **accord juridiquement contraignant, ambitieux et durable**, portant tant sur **l'atténuation que sur l'adaptation, les pertes et dommages et les moyens de mise en œuvre**. L'accord devra être assorti de **règles claires** en vue d'assurer la **transparence du processus** de mise en œuvre moyennant un **mécanisme d'ambition dynamique** permettant le **réexamen** [tous les cinq ans], **du niveau d'ambition** dans le cadre duquel toutes les parties seront tenues de réexaminer et de présenter ou représenter des engagements nouveaux, existants ou actualisés tout **en évitant le recul en arrière**. **Nous ne cesserons de critiquer le dumping social et le dumping fiscal mais il existe aussi un dumping environnemental.**

Le **changement climatique** affecte en premier lieu les **pays les plus vulnérables** et ne fait qu'augmenter les inégalités sociales dans le monde: le climat partage les richesses et les opportunités de façon inégale. Pour cette raison, la conférence de Paris devra envoyer un **signal fort concernant le financement** climatique, dans l'objectif de **soutenir les pays pauvres et vulnérables** et de faciliter le passage à des économies résilientes et à faibles émissions de gaz à effet de serre. Dans ce contexte je salue tout particulièrement que les pays donateurs ont récemment su se mettre d'accord sur une **méthodologie commune permettant d'augmenter la transparence** qui sera reprise au rapport que l'OCDE publiera ensemble avec la *Climate Policy Initiative* en marge des réunions d'automne de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI) début octobre à Lima.

Pour assumer nos responsabilités historiques, le **Luxembourg s'est engagé d'augmenter de façon significative** le financement climatique international, notre contribution totale s'élèvera à **120 millions d'euros** pour les années de 2014 à 2020 et, il m'importe de le confirmer une nouvelle fois, est **additionnelle à notre aide publique au développement (APD)**. Ces dépenses publiques se feront dans le souci de générer un **effet de levier maximal** sur **d'autres sources de financement publiques et privées**.

Je vous remercie pour votre attention.